

Expériences de réintégration des rapatriés burundais

Depuis 2017, le HCR a facilité le rapatriement volontaire¹ de plus de 210.000 Burundais, depuis la Tanzanie (plus de 147.000), le Rwanda (plus de 31.000), la République démocratique du Congo (plus de 14.000), l'Ouganda (plus de 14.000) et d'autres pays.² Cependant, le Burundi reste l'un des pays les moins développés au monde et, bien que le climat politique se soit amélioré³, le système social reste poreux et fragile. Dans un contexte de difficultés socio-économiques et de difficultés en matière de financement humanitaire, ce snapshot vise à mettre en lumière les expériences de réintégration des rapatriés burundais, en mettant l'accent sur les principaux défis rencontrés lors du retour, leur intégration économique et sociale, leurs besoins d'assistance et leurs intentions pour l'avenir.

Principales conclusions

- À leur retour, les rapatriés étaient le plus souvent confrontés à des difficultés d'accès en matière de logement (74 %), de nourriture et d'eau (49 %).
- Les rapatriés se sentent physiquement en sécurité au Burundi (85 %), mais économiquement précaires (48%). Les vulnérabilités économiques semblent plus importantes chez les femmes rapatriées que chez les hommes.
- Les rapatriés de Makamba ont accès à des activités génératrices de revenus (91%), contrairement à ceux de Muyinga (18 %) et de Ruyigi (16 %). Cependant, parmi eux, aucun n'est en mesure de couvrir la totalité des besoins de leur ménage.
- Les principaux besoins des rapatriés demeurent les besoins de base (alimentation, eau, vêtements) (78 %) et le logement (71 %), même 6 mois ou plus après leur retour.
- Les rapatriés n'ont pas l'intention de migrer loin de leurs lieux de vie actuels au Burundi durant les 12 prochains mois (91 %).

1 Il convient de noter que le caractère volontaire des retours est relatif : les contraintes telles que la politique de campement stricte de la Tanzanie, le manque de possibilités de subsistance et les normes médiocres en matière de prestation de services essentiels (par exemple, l'éducation et le logement) pour les réfugiés et les migrants, remettent en question le caractère volontaire de ces retours.

2 UNHCR (2023). [Burundi Situation – Burundian refugees in the region, 30 June 2023.](#)

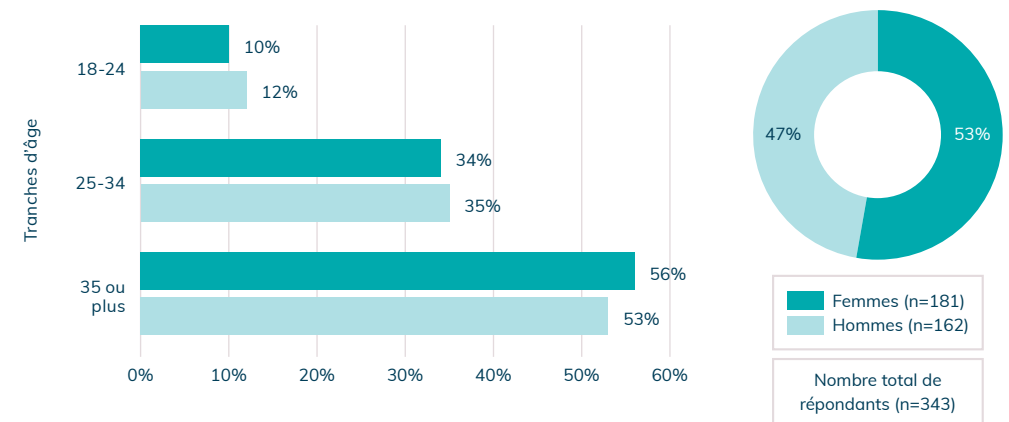
3 IOM (2023). [Burundi – Stability Index Round 1 \(May 2023\).](#)

Données et profils

Ce snapshot s'appuie sur 251 enquêtes 4Mi Retours menées en avril 2023 auprès de répondants burundais rentrés au Burundi entre 6 mois et 2 ans avant la date de l'entretien⁴. 18 % des répondants étaient restés moins de deux ans à l'étranger, 35 % entre deux et cinq ans et 47 % plus de cinq ans. La majorité des personnes interrogées sont rentrées au Burundi depuis la Tanzanie (73 %), l'Ouganda (13 %), le Rwanda (8 %), la République Démocratique du Congo (4 %) et le Kenya (1 %).

Un peu plus de la moitié des répondants sont des femmes (53 %) et sont âgées de 35 ans ou plus (55 %) (figure 1). Les niveaux d'éducation sont peu élevés, la plupart n'ayant pas été scolarisés (54 %) et 41 % ayant fréquenté uniquement l'école primaire.

Figure 1. Sexe et âge des répondants



4 La stratégie d'échantillonnage raisonné a permis de s'assurer que les personnes interrogées n'étaient pas non plus engagées dans une migration cyclique/saisonnnière à travers la frontière, mais qu'elles avaient plutôt quitté le Burundi pour y revenir à une occasion.

Map 1. Provinces où la collecte de données a été réalisée

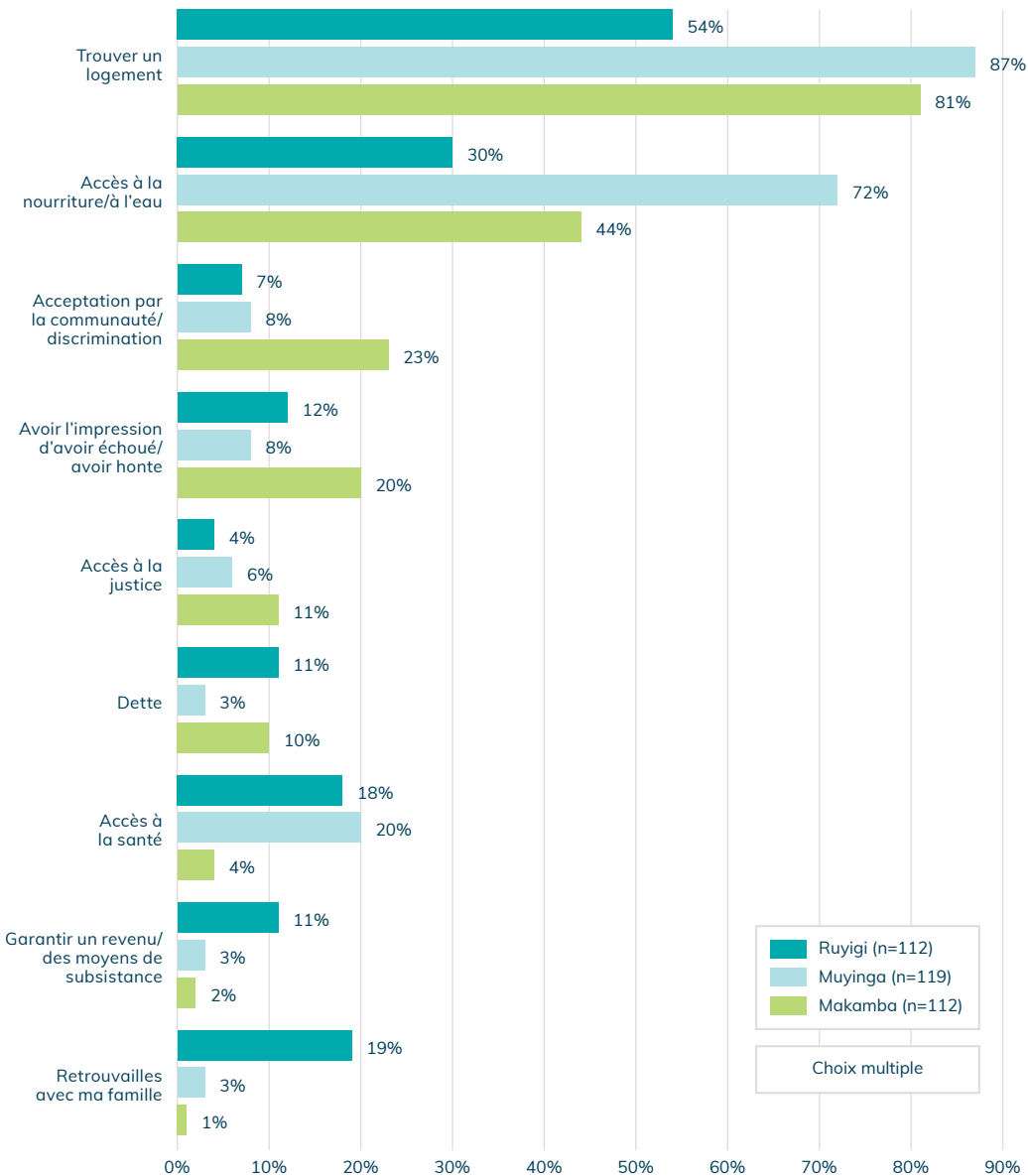


Les entretiens ont été menés dans trois provinces : Muyinga (35 %), Ruyigi (33 %) et Makamba (33 %). Les répondants sont le plus souvent retournés dans leur province d'origine (81 %) ou dans celle où ils avaient séjourné avant de partir (10 %) ; 9 % sont retournés dans un endroit complètement nouveau. A Makamba, une proportion plus élevée de répondants étaient des femmes (70 %), par rapport à Muyinga (55 %) et Ruyigi (33 %). Cela peut s'expliquer du fait que, dans cette province, beaucoup d'hommes étaient engagés dans des activités de pêche au moment de l'enquête. Les personnes interrogées à Makamba étaient également plus âgées (63 % avaient 35 ans ou plus) qu'à Muyinga (56 %) et Ruyigi (45 %). Tandis que presque la plupart des répondants interrogés à Ruyigi étaient revenus de Tanzanie (96 %), ceux interrogés à Makamba revenaient également de RDC (12 %) et, à Muyinga, beaucoup d'entre eux revenaient d'Ouganda (36 %) et du Rwanda (23 %). Cela reflète en grande partie la proximité de ces provinces avec les pays voisins. Les différences entre les personnes interrogées dans chaque province doivent être prises en compte lors de l'interprétation des résultats.

À leur retour, la plupart des difficultés concernaient la recherche d'un logement et l'accès à la nourriture et à l'eau

Dans les trois provinces, l'accès au logement est le problème le plus fréquemment cité par les personnes interrogées à leur retour. A Muyinga, une majorité a également évoquée des difficultés d'accès à la nourriture et à l'eau (72 %). A Makamba, les rapatriés ont été confrontés à des difficultés liées à l'acceptation par la communauté (23 %) et à des sentiments d'échec et de honte (20 %) plus que dans les autres provinces. Cela peut s'expliquer par le fait que, à Makamba, une forte proportion des répondants étaient des femmes et/ou par le fait que les personnes interrogées ont passé plus de temps en dehors du Burundi : 64 % ont passé plus de 5 ans à l'étranger, contre 38 % à Muyinga et à Ruyigi. De plus, seulement 42 % des personnes interrogées à Makamba ont déclaré entretenir des liens forts avec leur famille et amis depuis leur retour contre 87 % et 81 % à Muyinga et à Ruyigi.

Figure 2. Quels ont été les principales difficultés à votre arrivée au Burundi ?

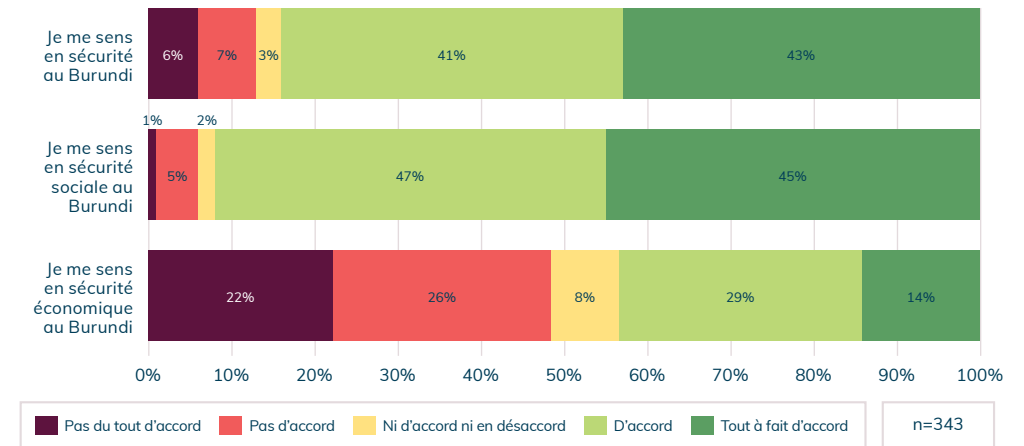


Les données suggèrent qu'il serait nécessaire de mettre en place des programmes visant à assurer l'accès aux besoins de bases tels que le logement, la nourriture et l'eau, à renforcer les liens sociaux ou communautaires des rapatriés dans ces provinces ainsi qu'à lutter contre la stigmatisation à laquelle les femmes rapatriées peuvent être confrontées.⁵

Les rapatriés se sentent physiquement en sécurité au Burundi, mais économiquement précaires

84 % des rapatriés disent se sentir physiquement en sécurité⁶ au Burundi et 92 % socialement en sécurité. Le fait de se sentir physiquement en sécurité est légèrement moins répandu chez les femmes (78 %) que chez les hommes (91 %). En termes de sécurité économique, 43 % disent se sentir en sécurité 48 % en insécurité et 8 % ni l'un, ni l'autre. Les femmes se sentent plus souvent en insécurité économique (57 %) que les hommes (38 %), quelle que soit la province où l'entretien a eu lieu. Ces données soulignent l'éventuelle nécessité de cibler les vulnérabilités économiques dans les programmes de réintégration et de mieux identifier les vulnérabilités spécifiques des femmes rapatriées.

Figure 3. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante ?



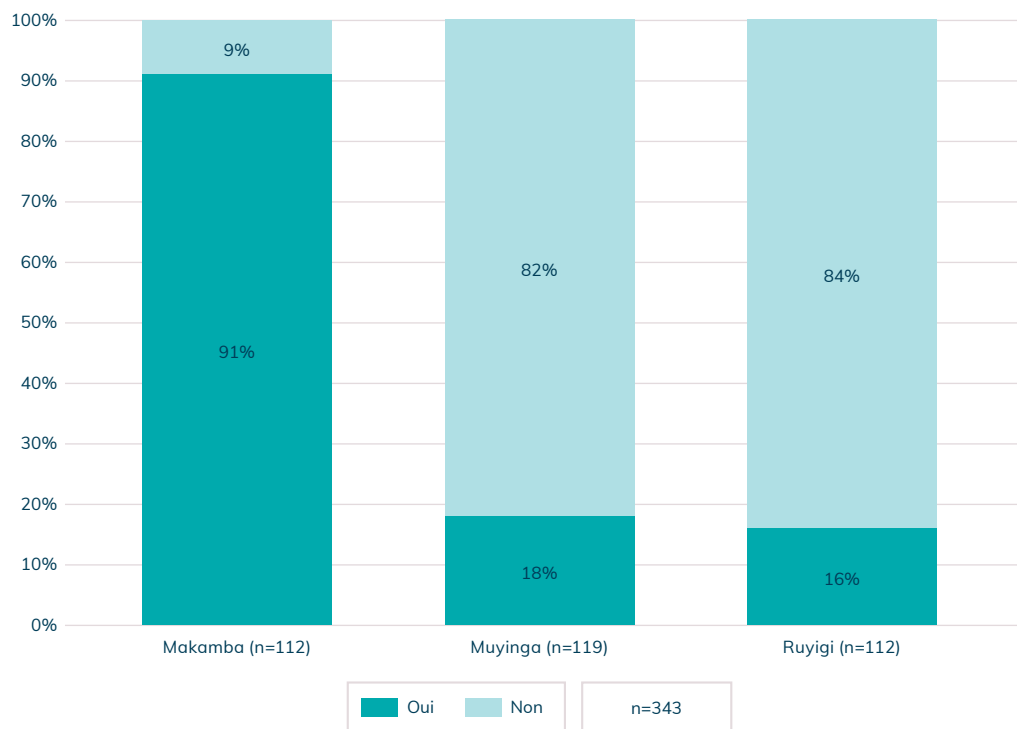
5 MMC (2023). [Mind the Information Gap. Access to information and assistance of Ethiopian returnees throughout their migration journey.](#)

6 Les enquêteurs n'étaient pas connus des personnes interrogées et il est donc possible que certaines personnes interrogées ne se soient pas senties à l'aise pour divulguer leur sentiment d'insécurité physique. Les résultats doivent donc être traités avec prudence car ils peuvent surestimer les sentiments de sécurité physique. Il est également important de considérer que cet échantillon de répondants est composé de personnes qui sont rentrées au Burundi et qui n'ont pas émigré ou n'avaient pas l'intention de le faire (comme présenté plus loin dans le snapshot), ce qui suggère qu'elles ne se sentent peut-être pas vulnérables aux insécurités physiques auxquelles d'autres Burundais peuvent se sentir vulnérables, en particulier ceux qui ne sont pas rentrés ou qui sont rentrés puis ont émigré à nouveau.

Les rapatriés de Makamba perçoivent des revenus, contrairement à ceux de Muyinga et de Ruyigi. Cependant, aucun d'entre eux n'est en mesure de couvrir la totalité des besoins du ménage

La plupart des rapatriés interrogés à Makamba ont déclaré percevoir un revenu au moment de l'entretien (91 %). Inversement, la plupart des personnes interrogées à Muyinga (18 %) et à Ruyigi (16 %) ont déclaré ne pas percevoir de revenu. Les villages ciblés à Makamba sont situés proches du lac Tanganyika et de la route principale menant à la ville de Makamba, ce qui facilite l'accès aux marchés ainsi que les revenus provenant de la pêche (86 % des personnes interrogées à Makamba travaillaient dans l'agriculture ou la pêche). En revanche, les villages ciblés à Ruyigi et Muyinga sont situés en zone rurale éloignés des marchés, limitant les activités à l'agriculture de subsistance. Les programmes de réintégration doivent donc cibler les besoins spécifiques des rapatriés dans les différentes zones géographiques et examiner quels types d'interventions pourraient améliorer l'accès aux moyens de subsistance pour les rapatriés et de leurs communautés au sens large.

Figure 4. Gagnez-vous de l'argent actuellement ?



Bien que la plupart des répondants à Makamba aient déclaré percevoir un revenu, 98 % d'entre eux ont souligné que le revenu de leur ménage ne leur permettait pas de subvenir à leurs besoins. C'est le cas pour 96% des personnes interrogées à Ruyigi et 76 % à Muyinga. Ainsi, l'aide au développement dans le cadre de programmes de réintégration à long terme s'est avéré être une nécessité pour les rapatriés interrogés, quelle que soit leur lieu de vie au Burundi.

Les besoins primaires des rapatriés restent les produits de première nécessité (nourriture, eau, vêtements) et le logement, même six mois ou plus après leur retour

Toutes les personnes interrogées ont exprimé leur besoin d'assistance, la plupart d'entre elles citant des besoins multiples. Le soutien aux besoins de base (78 %), l'aide à la recherche d'un logement (71%) et l'aide à la création d'une entreprise (57 %) sont les formes d'assistance les plus citées. Les données révèlent que, même six mois ou plus après leur retour, la plupart des rapatriés n'étaient pas en mesure de subvenir à certain des besoins les plus élémentaires. À Muyinga, la grande majorité (90 %) avait besoin d'un logement. A Ruyigi, plus de la moitié (54 %) des personnes interrogées ont cité l'aide financière inconditionnelle. Les hommes ont plus souvent cité l'aide financière (43 %) et l'aide à la recherche d'emploi (36 %), tandis que les femmes ont plus souvent cité l'éducation (28 %) et l'assistance juridique (17 %).

Les rapatriés ne prévoient pas de quitter leur lieu de résidence actuel au Burundi au cours des 12 prochaines années

La plupart des personnes interrogées avaient l'intention de rester au Burundi et dans leur lieu de résidence actuel (90%) au cours des 12 prochains mois. D'autres n'avaient pas encore décidé (7%) ou ont mentionné vouloir déménager ailleurs au Burundi (2%). Aucun répondant n'a indiqué l'intention de déménager en dehors du Burundi. Ces intentions pourraient changer si les répondants continuent à éprouver des difficultés pour trouver un travail et subvenir à leurs besoins dans le pays. Les agences de l'ONU et les ONG travaillant avec les rapatriés devraient s'informer davantage sur les besoins des rapatriés dans leur lieu de retour et s'engager dans un suivi à plus long terme des besoins et intentions pour l'avenir.

Figure 5. Avez-vous besoin d'aide maintenant ?

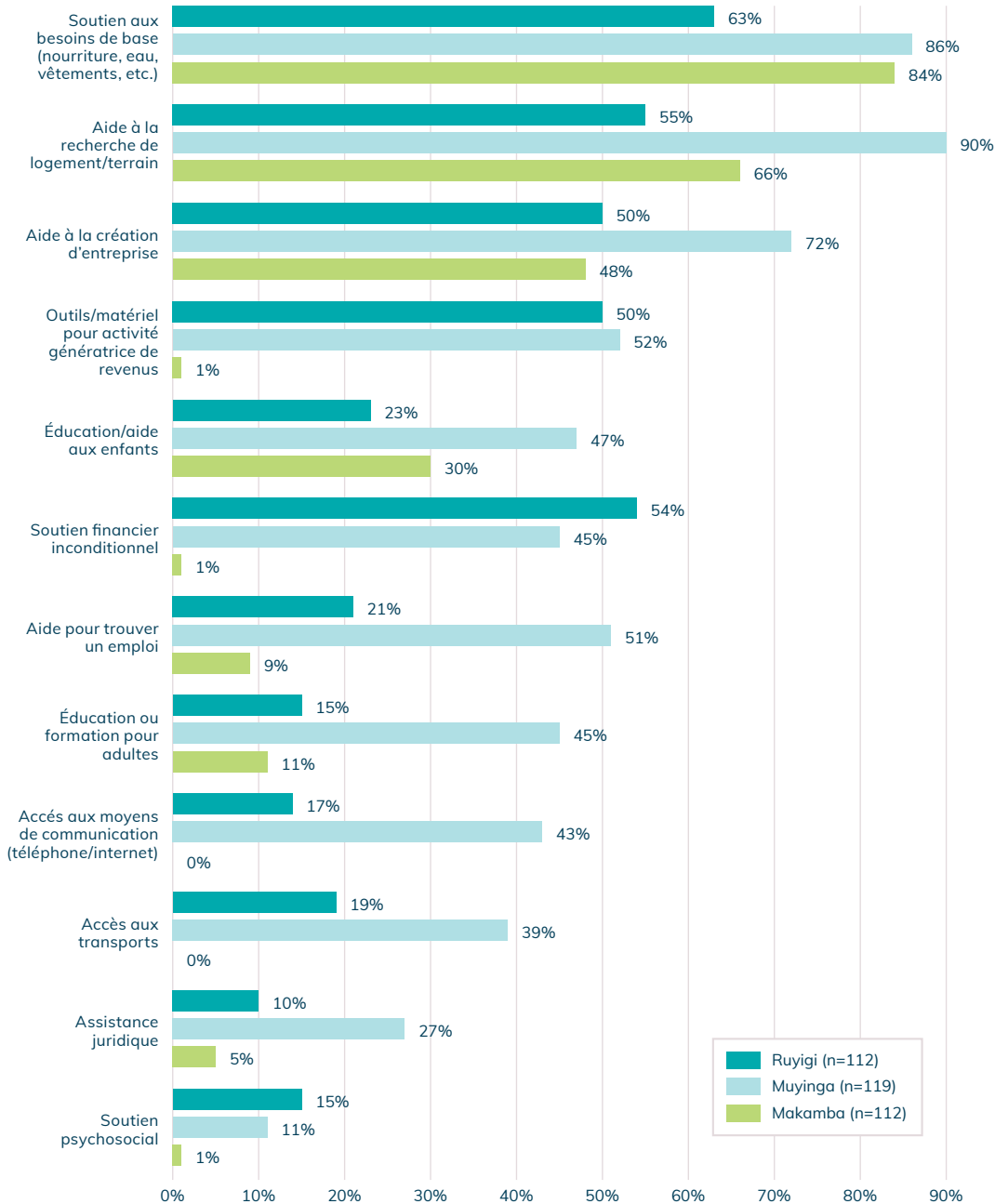
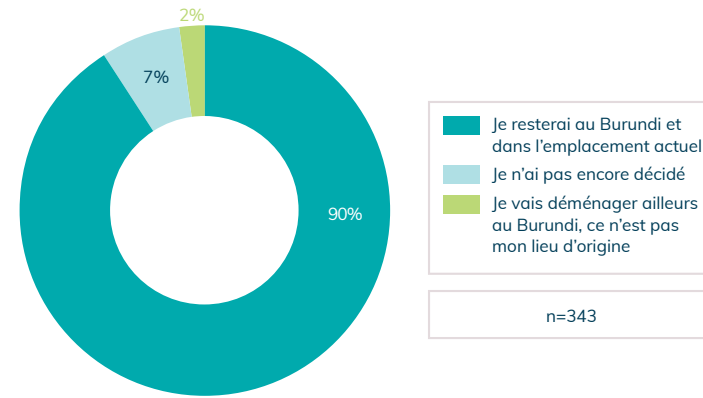


Figure 6. Quels sont vos projets en matière de mobilité pour les 12 prochains mois ?



4Mi data collection

Le 4Mi est le système phare de collecte de données primaires du Centre sur la migration mixte (MMC), une approche innovante qui aide à combler les lacunes en matière de connaissances et à informer les politiques et les réponses concernant la nature des mouvements de migration mixte et les risques de protection des réfugiés et des migrants en déplacement. Les enquêteurs 4Mi sur le terrain recueillent actuellement des données par le biais d'entrevues directes avec des réfugiés et des migrants en Afrique de l'Ouest et du Nord, en Afrique de l'Est et au Yémen, en Asie, en Amérique latine et en Europe.

La taille des échantillons est clairement indiquée et ne représente qu'une partie limitée des personnes en déplacement. L'approche de l'échantillonnage signifie que les résultats obtenus à partir de l'échantillon interrogé fournissent des informations précieuses, mais les résultats obtenus à partir de l'échantillon de l'enquête ne doivent pas être utilisés pour faire des interprétations sur la population totale. Pour de plus amples informations sur l'approche 4Mi et les détails de la méthodologie, rendez-vous sur :

www.mixedmigration.org/4mi